

Croissance Démographique Du Bénin (2015-2025), Projection 2060 Et Gouvernance

[Benin's Demographic Growth From 2015 To 2025, Projections Up To 2060, And Governance Issues].

Jean Euloge Gabriel ADETONA

Spécialiste en Innovation, Développement et Sociétés.

Novembre, 2025

Auteur correspondant : Jean Euloge Gabriel ADETONA



Résumé : Cette étude se focalise sur la croissance démographique au Bénin entre 2015 et 2025, en s'appuyant à la fois sur des chiffres précis et des témoignages qualitatifs. Elle cherche à tracer les grandes lignes des tendances démographiques qui pourraient se dessiner jusqu'en 2060. En intégrant les concepts de transition démographique, de développement durable et de gouvernance, cette recherche examine les conséquences de cette expansion sur les politiques gouvernementales et la gestion des institutions.

Les résultats montrent que le Bénin traverse une période de changement démographique significatif, avec un taux de natalité encore élevé et une baisse de la mortalité. Cela signifie que la population du pays connaît une croissance rapide. Les projections indiquent qu'elle pourrait presque doubler d'ici 2060, ce qui exercera une pression considérable sur les infrastructures, les services sociaux et les ressources naturelles.

L'analyse actuelle de la gouvernance met en lumière des avancées en matière de décentralisation et d'engagement citoyen, mais aussi des défis importants. Des problèmes de coordination, de transparence et d'intégration des données démographiques dans la planification stratégique limitent la capacité du pays à gérer efficacement ces enjeux.

Face à ces constats, plusieurs recommandations sont proposées. Elles visent à transformer cette croissance démographique en un levier pour un développement socio-économique durable.

Cette recherche apporte une contribution précieuse à la compréhension des dynamiques démographiques au Bénin et offre des pistes stratégiques pour une gouvernance mieux adaptée aux défis de l'avenir.

Mots clés : Bénin, Croissance démographique, projection 2060, gouvernance.

Abstract: This study focuses on population growth in Benin between 2015 and 2025, relying both on precise data and qualitative testimonials. It aims to outline the major demographic trends that could develop up to 2060. By integrating concepts of demographic transition, sustainable development, and governance, this research examines the impact of this expansion on government policies and institutional management.

The results reveal that Benin is experiencing a significant demographic shift, with still high birth rates and decreasing mortality rates. This means the country's population is growing rapidly. Projections suggest that it could nearly double by 2060, exerting considerable pressure on infrastructure, social services, and natural resources.

The current analysis of governance highlights progress in decentralization and citizen engagement but also underscores substantial challenges. Issues of coordination, transparency, and the integration of demographic data into strategic planning limit the country's ability to manage these issues effectively. In response to these findings, several recommendations are proposed. They aim to turn this demographic growth into a driver for sustainable socioeconomic development.

This research makes a valuable contribution to understanding demographic dynamics in Benin and offers strategic pathways for governance better suited to future challenges.

Keywords: Benin, demographic growth, projection 2060, governance.

Contexte

Depuis quelques décennies, la population du Bénin a connu une forte croissance. Cela offre des opportunités, mais représente également un défi majeur pour son développement économique et social. Entre 2015 et 2025, on estime que la population augmente d'environ 2,7 % par an, en grande partie grâce à un taux de natalité encore élevé et à une baisse de la mortalité [1]. Cette situation, couplée à une urbanisation rapide, modifie profondément la structure sociale et économique du pays [2]. Les prévisions montrent que d'ici 2060, la population pourrait doubler, ce qui exercera une pression importante sur les infrastructures, les services publics, les ressources naturelles et le marché du travail [3].

Dans ce contexte, la gouvernance—c'est-à-dire les institutions et les mécanismes de décision—doit s'adapter pour mieux planifier, coordonner et mettre en œuvre des politiques qui anticipent et gèrent ces évolutions démographiques. Cependant, des faiblesses persistent, notamment dans les capacités des institutions, la coordination entre les secteurs et la participation des citoyens, ce qui limite l'efficacité des actions entreprises [4].

La question fondamentale que nous devons nous poser est donc : comment la gouvernance, tant au niveau national que local, peut-elle évoluer pour répondre aux enjeux de cette croissance démographique entre 2015 et 2025, et aux prévisions pour 2060, afin d'assurer un développement durable et équitable ?

Pour aborder ces enjeux, voici quelques hypothèses :

- La forte croissance démographique entre 2015 et 2025 intensifie la pression sur les infrastructures et les services publics, ce qui pourrait nuire à la qualité de vie si des politiques adaptées ne sont pas mises en place.
- Les prévisions indiquant un doublement de la population d'ici 2060 exigent une révision des stratégies de gouvernance pour garantir une gestion durable des ressources.
- Une gouvernance inclusive, transparente et décentralisée est nécessaire pour faire face aux défis de la croissance démographique et encourager un développement équilibré au Bénin.
- Intégrer les données démographiques dans la planification nationale est déterminant pour améliorer l'efficacité des politiques publiques liées à la santé, l'éducation, l'emploi et le logement.

Ainsi, l'analyse vise à combiner une compréhension approfondie des tendances démographiques actuelles et futures avec un examen des organisations et des pratiques en place. L'objectif est d'identifier les leviers qui pourraient transformer cette croissance démographique en une véritable opportunité de développement. Cette étude se concentrera donc sur l'évolution démographique du Bénin entre 2015 et 2025, les tendances jusqu'en 2060, et les répercussions de ces changements sur la gouvernance, tout en proposant des solutions pour une gestion durable et inclusive.

1. Matériel et méthodes

Pour bien comprendre l'évolution démographique du Bénin, ses perspectives à long terme et les défis pour la gestion publique, cette recherche adopte une approche méthodologique mixte. Elle combine des analyses quantitatives et qualitatives.

D'un point de vue quantitatif, l'étude s'appuie sur une analyse approfondie des données disponibles, notamment celles fournies par les recensements et les enquêtes démographiques nationales, telles que celles de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTaD) et l'Enquête Démographique et de Santé (EDS). Ces données sont également complétées par des informations internationales provenant d'organisations comme les Nations Unies et la Banque mondiale. Grâce à des analyses statistiques descriptives, nous pouvons mieux comprendre la situation démographique actuelle du pays. En outre, une modélisation démographique utilisant la méthode des cohortes-composants permet de réaliser des projections jusqu'en 2060, offrant ainsi une vue d'ensemble des tendances futures.

Pour ce qui est de la partie qualitative, nous avons mené soixante et un entretiens semi-structurés dans les douze départements et certaines communes du Bénin. Ces entretiens ont impliqué un groupe diversifié, comprenant des responsables gouvernementaux, des experts, des représentants de la société civile et des élus locaux. Les réponses recueillies ont été analysées à l'aide de la méthode

thématique et du logiciel SPSS, afin d'identifier, d'organiser et d'interpréter les points de vue, les pratiques et les propositions concernant la gestion démographique.

En combinant ces deux approches, notre étude remplit une double fonction : elle est à la fois descriptive et analytique. La dimension descriptive cherche à établir un portrait précis de la croissance démographique du Bénin entre 2015 et 2025. La dimension analytique, quant à elle, se concentre sur les projections jusqu'en 2060 et examine de manière critique leurs impacts potentiels sur les systèmes institutionnels et les pratiques de gouvernance.

1.1. Collecte et analyse des données quantitatives

Les données démographiques pour la période de 2015 à 2025 proviennent principalement des recensements menés par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTaD). Ces informations sont complétées par des enquêtes sur la santé et la population, ainsi que par des données internationales provenant des Nations Unies et de la Banque mondiale, ce qui permet d'enrichir et de valider nos résultats.

Il convient de préciser que le cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH5), initialement prévu pour 2022-2023, n'a pas encore été réalisé au moment de la rédaction de cette étude. En conséquence, nos analyses s'appuient principalement sur les données du [5], actualisées par les projections de [6]. Cette situation limite notre capacité à capturer avec précision les évolutions démographiques les plus récentes, notamment au niveau départemental et communal. Les données d'urbanisation, en particulier, datent de 2013 et ne reflètent qu'imparfaitement la réalité de 2025.

Pour comprendre les mouvements de population, nous examinons des indicateurs clés comme le nombre de naissances par femme, les décès d'enfants et de personnes âgées, ainsi que la migration entre les zones urbaines et rurales. Grâce à des outils statistiques, nous pouvons analyser comment la population a évolué pendant cette période.

Pour envisager l'avenir de la démographie, nous utilisons une méthode appelée cohortes-composantes. Cette approche nous permet de créer différents scénarios jusqu'en 2060 en tenant compte de diverses hypothèses sur les naissances, les décès et les migrations. Ces scénarios nous offrent une vue d'ensemble des évolutions possibles, ce qui nous aide à mieux anticiper les défis démographiques à venir.

1.2. Collecte et analyse qualitative des enjeux de gouvernance

- Analyse des documents : nous examinons minutieusement des documents officiels, comme les plans de développement du pays et les orientations par secteur, ainsi que des rapports d'organismes nationaux et internationaux. L'objectif est de comprendre les stratégies et les outils utilisés pour gérer la démographie.
- Entretiens ouverts : nous avons réalisé soixante et un entretiens avec des personnes clés, dont dix-sept responsables gouvernementaux issus des ministères de la Santé, de l'Education et de la Planification, ainsi que onze experts en démographie et urbanisme. Nous avons également rencontré quatre préfets et vingt et un acteurs locaux (maires, conseillers communaux, chefs d'arrondissement) et huit représentants de la société civile. Ces discussions nous permettent de recueillir des informations sur les pratiques de gestion, les défis rencontrés et les initiatives en cours pour encadrer la croissance démographique. Nous abordons des sujets liés à nos axes de recherche, comme les tendances démographiques, les projections, les impacts sectoriels, la gestion et les recommandations. Pour mieux comprendre les soixante et un entretiens que nous avons réalisés, l'ensemble des verbatims a été retranscrit puis soumis à une analyse thématique. Les propos des acteurs ont été regroupés autour de plusieurs grandes catégories : (1) la coordination institutionnelle entre niveaux central et local, (2) le financement et la disponibilité des moyens, (3) la mise en œuvre locale des politiques et programmes, (4) la production, la circulation et l'utilisation des données démographiques.

A partir de notre codage, nous avons transformé certaines informations qualitatives en variables, comme le type d'acteur, le niveau de connaissance des politiques démographiques, l'appréciation de la coordination et la perception de la suffisance des ressources. Ces données ont ensuite été saisies dans le logiciel SPSS. L'utilisation de SPSS nous a permis de créer des statistiques descriptives,

comme des tableaux de fréquences et des croisements. Par exemple, nous avons pu examiner les liens entre le type d'acteur et la perception de l'efficacité de la coordination. Ces résultats quantitatifs viennent enrichir notre analyse qualitative et renforcent notre compréhension des pratiques de gouvernance.

1.3. Bilan et recoupements

Nous avons réalisé une analyse approfondie des données, tant chiffrées que qualitatives, pour mieux comprendre les dynamiques démographiques au Bénin et les réponses des institutions. En croisant différentes sources, nous avons pu valider nos hypothèses et identifier des pistes d'amélioration pour la gestion.

Cependant, il est important de reconnaître que cette analyse a certaines limites. Parfois, les informations disponibles étaient limitées ou de qualité inégale, et nous avons également rencontré des difficultés pour contacter certains acteurs clés pour les entretiens. Pour remédier à ces problèmes, nous avons diversifié nos sources de données et veillé à ce que toutes les réponses restent anonymes et confidentielles. Cela a été nécessaire pour encourager une participation honnête et complète.

2. Résultats

2.1. Résultats quantitatifs

Ces résultats mettent l'accent sur les dynamiques démographiques actuelles. L'objectif est d'anticiper comment la population va évoluer à l'avenir et d'évaluer les impacts potentiels sur la gouvernance et le développement du pays.

2.1.1. Population totale du Bénin et taux de croissance entre 2015 et 2025

Les données que nous avons montrent une augmentation continue de la population au Bénin entre 2015 et 2025. Selon le tableau I, la population est passée de 10,5 millions à 13,2 millions durant cette période. Le taux de croissance annuel a varié autour de 2,3 %, atteignant même 2,46 % en 2025. Cette dynamique soulève à la fois des défis pour la planification des infrastructures et crée des opportunités économiques.

Tableau I : Évolution de la population totale (2015-2025)

Année	Population estimée (millions)	Taux de croissance annuel (%)
2015	10 502 905	2,7 %
2016	10 742 521	2,29 %
2017	10 987 369	2,27 %
2018	11 238 144	2,29 %
2019	11 495 509	2,27 %
2020	11 760 092	2,26 %
2021	12 032 765	2,31 %
2022	12 314 650	2,30 %
2023	12 606 998	2,30 %
2024	12 910 087	2,41 %
2025*	13 224 860	2,46 %

Source: INSTaD, 2022, p.28-30

*Estimation basée sur les tendances de l'année 2022.

La croissance rapide de la population au Bénin crée à la fois des défis et des opportunités. D'une part, l'augmentation continue du nombre d'habitants nécessite une planification sérieuse des infrastructures et des services sociaux, comme la santé et l'éducation, afin de garantir un développement durable et inclusif. D'autre part, cette dynamique démographique représente un immense réservoir de jeunes talents qui pourrait stimuler la croissance économique, à condition de mettre en place des politiques adaptées, surtout dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la santé reproductive.

Cependant, cette expansion démographique exerce aussi une pression sur les zones urbaines. Il est donc utile de bien gérer l'aménagement urbain et les migrations internes pour éviter le surpeuplement, la dégradation de l'environnement et les inégalités

sociales. Enfin, ces données accentuent l'importance d'intégrer les aspects démographiques dans les plans de développement du pays, en tenant compte des liens étroits entre population, environnement et économie, pour assurer un avenir durable au Bénin.

2.1.2. Taux de fécondité

Au Bénin, l'indice synthétique de fécondité est encore élevé, mais on observe une tendance à la baisse. D'après les estimations des Nations Unies, rapportées par la Banque mondiale, cet indice est passé d'environ 5,3 enfants par femme en 2015 à 5,0 en 2018, puis à environ 4,6 en 2023. Cependant, l'Enquête Démographique et de Santé de 2017-2018 (EDS) révèle un indice plus élevé de 5,7 enfants par femme, avec des disparités marquées : 6,1 enfants par femme en milieu rural, 5,2 dans d'autres zones urbaines, et seulement 4,0 à Cotonou. Ces différences montrent que l'urbanisation croissante, l'augmentation du niveau d'instruction des filles et un meilleur accès à la contraception pourraient jouer un rôle clé dans la réduction de la fécondité au niveau national.

Tableau II : Taux de fécondité au Bénin

Indicateur	Valeur	Année / Note
Moyenne nationale	4,9 enfants par femme	2015
Moyenne nationale	5,7 enfants par femme	2018 (EDSB-V)
Tendance	En baisse (4,56)	Projection pour 2023-2025*
Disparités régionales	6,1 enfants par femme	Zones rurales, 2018
	5,2 enfants par femme (4,0 à Cotonou)	Zones urbaines, 2018

Source : EDSB-V de 2017-2018 et INSTaD, 2019

Les régions du Bénin ne sont pas toutes égales en matière de fécondité. Dans les zones rurales, le taux est plus élevé, avec 6,1 enfants par femme en 2018, tandis qu'en ville, il est de 5,2 enfants par femme. Cela accentue les inégalités d'accès à la planification familiale, à l'éducation et aux services de santé reproductive.

Ces observations ont des implications importantes. Une fécondité élevée, surtout dans les zones rurales, entraîne une croissance rapide de la population, ce qui pose des défis pour le développement économique, l'emploi, l'éducation et la gestion des ressources naturelles. Cependant, la baisse prévue du taux de fécondité est encourageante, probablement grâce à un meilleur accès à la contraception et à une sensibilisation accrue.

Il est donc indispensable de renforcer les politiques en matière de santé reproductive, d'éducation et de développement rural pour accélérer cette transition démographique et favoriser un développement plus durable et équilibré au Bénin.

2.1.3. Taux de mortalité infantile au Bénin

Au Bénin, dans le cadre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 3, nous avons observé une baisse du taux de mortalité infantile, qui est passé de 84,99 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à environ 54,98 en 2023. Bien que des progrès aient été réalisés, des défis demeurent. Par exemple, le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans a augmenté, passant de 32 % à 36,5 % entre 2017-2018 et 2021-2022.

Pour faire face à ces enjeux, le gouvernement s'engage à intensifier ses efforts dans les deux prochaines années pour réduire encore la mortalité maternelle et infantile. Des mesures spécifiques seront mises en place pour améliorer la qualité des soins et renforcer les compétences du personnel médical. Ces actions visent à garantir une meilleure santé pour les mères et les enfants, contribuant ainsi au développement durable du pays.

2.1.4. Migration interne et urbanisation au Bénin

Le taux de migration interne au Bénin est estimé à 3,3 %, bien qu'il soit souvent sous-évalué. Les principales raisons de cette migration sont économiques et familiales. L'urbanisation est en forte progression, atteignant 44,6 % en 2013, ce qui exerce des pressions sur les infrastructures urbaines [7]. En Afrique, les grandes villes et les capitales attirent la majorité des investissements, créant des emplois stables, une forte productivité et de meilleurs salaires. En conséquence, de nombreux migrants se dirigent vers ces centres urbains, espérant améliorer leur situation et vivre mieux [8].

En d'autres termes, même si le Bénin est en pleine urbanisation, il est essentiel de redoubler d'efforts pour mieux gérer les migrations internes et les défis liés à l'urbanisation, afin de favoriser un développement équilibré et durable.

2.1.5. Prévisions de population : la méthode des composantes en action

Selon les estimations démographiques, la population du Bénin pourrait atteindre entre 25 et 30 millions d'habitants d'ici 2060, avec une urbanisation en forte augmentation [9]. Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la population béninoise entre 2015 et 2025, ainsi que les prévisions jusqu'en 2060. Il présente deux scénarios basés sur des hypothèses opposées concernant la transition démographique au Bénin :

Scénario tendanciel (croissance de 2,3 % par an) : Ce scénario prévoit une baisse lente de la fécondité, qui passerait de 4,9 enfants par femme en 2025 à environ 3,8 en 2060, avec un taux de mortalité infantile atteignant 30 ‰. Dans cette optique, la population du Bénin pourrait atteindre environ 28 à 30 millions d'habitants d'ici 2060.

Scénario de transition accélérée (croissance de 1,8 % par an) : Ce scénario repose sur des politiques ambitieuses en matière de santé reproductive et d'éducation des filles. Cela permettrait une diminution plus rapide de la fécondité, atteignant 3,0 enfants par femme en 2060, avec un taux de mortalité infantile réduit à 20 ‰. Dans ce cas, la population se stabiliserait autour de 24 à 26 millions d'habitants d'ici 2060.

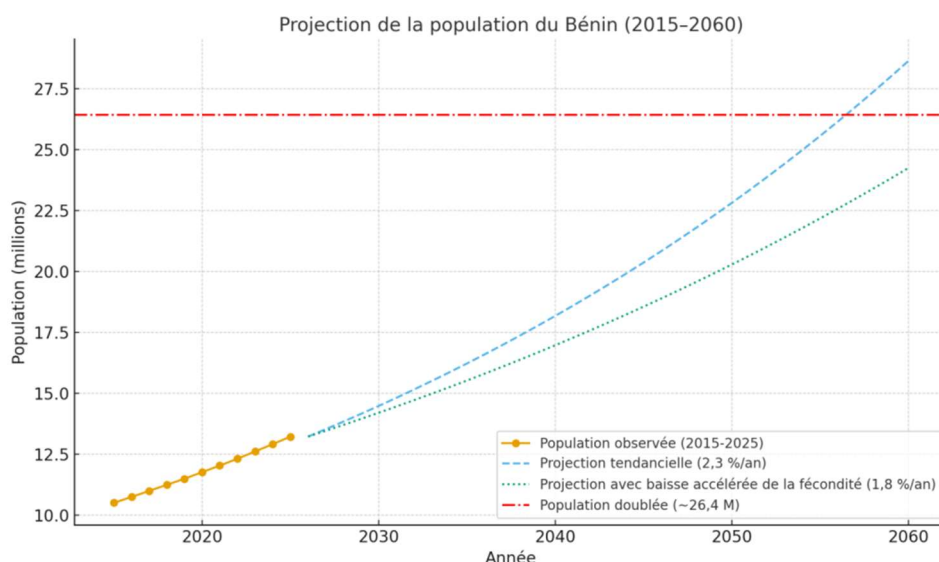


Figure 1 : Projection de la population (2015–2060)

Source : enquête de terrain, août 2025

2.2. Perspectives des acteurs sur le terrain

Les entretiens avec les acteurs mettent en lumière des préoccupations concernant la fécondité et l'urbanisation. Bien qu'il y ait des signes indiquant une baisse du taux de fécondité, les défis liés à l'urbanisation et à la gestion des services publics restent présents et préoccupants.

2.2.1. Tendances démographiques récentes

Les entretiens avec des cadres (national/local) révèlent un constat partagé : le taux de fécondité reste élevé, avec une moyenne d'environ 5,1 enfants par femme. Cependant, certains intervenants notent des signes encourageants de baisse, notamment grâce aux campagnes de sensibilisation menées par les autorités sanitaires. Un responsable du ministère de la Santé a confié : « *La fécondité reste un défi, surtout en milieu rural où les traditions ont la vie dure. Mais on sent une prise de conscience progressive.* »

Un autre point positif est la baisse considérable de la mortalité infantile, un progrès salué par tous. En revanche, l'urbanisation rapide suscite des inquiétudes, car les villes ont du mal à gérer cette croissance démographique. Un expert en urbanisme a même souligné : « *L'expansion des villes est spectaculaire, mais souvent désordonnée, ce qui entraîne la création de bidonvilles et des difficultés d'accès à l'eau et à l'électricité.* »

Les avis s'accordent enfin sur le fait que la forte fécondité demeure un enjeu majeur, même si elle semble légèrement diminuer. En parallèle, la mortalité infantile s'améliore nettement. Cependant, l'urbanisation rapide, en partie due aux migrations internes, représente un facteur clé de transformation pour le territoire et la société.

2.2.2. Tendances démographiques envisagées d'ici 2060

Les prévisions des spécialistes varient quant à l'évolution future de la population. Certains estiment que des politiques de planification familiale plus robustes et bien appliquées pourraient considérablement accélérer la baisse de la fécondité au fil des décennies. Un démographe a d'ailleurs souligné : « *Sans une amélioration des conditions de vie, notamment l'éducation des filles, la fécondité restera élevée.* »

D'un autre côté, certains experts sont plus sceptiques, craignant que les réalités socio-économiques et culturelles actuelles ne ralentissent la transition démographique, maintenant ainsi les tendances observées. De plus, les impacts du changement climatique et les mouvements de population, qu'ils soient internes ou externes, sont reconnus comme des facteurs pouvant influencer fortement les orientations démographiques.

Ces divergences montrent à quel point les dynamiques démographiques sont complexes sur le long terme. Elles évoquent l'importance d'intégrer une multitude de facteurs, qu'ils soient sociaux ou environnementaux, dans les prévisions pour élaborer des scénarios solides et adaptés à la situation du Bénin.

2.2.3. Conséquences sectorielles de la poussée démographique

La croissance rapide de la population a des impacts significatifs sur tous les secteurs abordés ici. Dans le domaine de l'éducation, les personnes interrogées soulignent que les classes sont surchargées et qu'il y a une pénurie d'enseignants qualifiés. Un représentant d'une ONG active dans ce domaine a averti : « *Nos écoles sont bondées, et les enseignants sont dépassés. Si rien n'est fait, toute une génération risque d'être sacrifiée.* »

Le secteur de la santé est également très affecté. Les établissements de santé manquent souvent d'équipements, et l'accès aux soins est très limité, surtout en milieu rural, ce qui compromet la couverture sanitaire et la qualité des services offerts.

De plus, le marché du travail constitue un grand défi. Le taux de chômage, particulièrement élevé chez les jeunes, combiné à un manque d'emplois adaptés, augmente les tensions sociales et freine le développement économique à long terme.

Enfin, l'aménagement du territoire souffre d'une urbanisation rapide et souvent désordonnée, qui exerce une pression considérable sur les infrastructures existantes, que ce soit pour le logement, les transports ou les services publics.

En résumé, l'éducation et la santé sont les secteurs les plus vulnérables face à l'augmentation de la population, et il est urgent de renforcer les infrastructures et les ressources humaines pour répondre efficacement aux besoins croissants de la population.

2.2.4. Aptitudes et pratiques de gouvernance

Les réformes sur la décentralisation au Bénin sont généralement bien accueillies par les acteurs locaux et les institutions. Cependant, elles ne suffisent pas à résoudre tous les problèmes liés à l'augmentation de la population et ses conséquences. Parmi les principaux défis, on trouve le manque de financements et de personnel, ainsi qu'une collaboration parfois insuffisante entre les différents secteurs. De plus, l'accès limité et la fiabilité douteuse des informations sur la population posent de réels problèmes, car les données souvent dépassées ou incomplètes rendent difficile une bonne organisation des actions.

Un maire a souligné : « *Les communes veulent faire leur part, mais elles n'ont pas assez d'argent ni de données fiables pour planifier correctement leurs actions.* » Cette situation freine l'élaboration de politiques adaptées et une gestion proactive des

changements démographiques. En outre, la participation des citoyens, surtout en milieu rural, est faible, car il y a peu d'occasions de discuter et de s'impliquer.

L'analyse des entretiens révèle que la question de la coordination est une préoccupation majeure pour de nombreux acteurs locaux. Plusieurs responsables communaux expriment leurs frustrations face à leur exclusion des décisions : « *Nous apprenons certaines orientations une fois que tout est déjà décidé* », déclare un responsable communal. Du côté des services techniques, les intervenants soulignent la fragmentation des actions et l'absence de réunions régulières entre ministères, communes et partenaires techniques : « *Chacun mène ses activités de son côté, il n'y a pas toujours de véritable planification commune* », indique un agent technique.

Sur les soixante et un entretiens réalisés, 77 % des participants parlent explicitement de problèmes de coordination, comme le chevauchement des mandats, le manque d'information et les difficultés de suivi. En revanche, 23 % estiment que les mécanismes en place sont globalement satisfaisants. Ces différences de perception montrent un écart entre la vision des acteurs centraux et celle des acteurs locaux.

Les tableaux de fréquences générés par SPSS mettent en lumière ces tendances : la plupart des acteurs locaux que nous avons interrogés estiment que la coordination est « faible » (42 %) ou « moyenne » (35 %). En revanche, un plus grand nombre de responsables nationaux considère la coordination comme « satisfaisante » (18 %), tandis que seulement quelques acteurs locaux partagent ce point de vue (5 %).

Les tests du chi-deux que nous avons réalisés entre le type d'acteur (national ou local) et la perception de l'efficacité de la coordination révèlent une association significative ($p < 0,01$). Cela appuie les différences de perception entre les niveaux institutionnels. Ces résultats viennent renforcer les témoignages qualitatifs et mettent en évidence l'une des principales faiblesses de la gouvernance démographique au Bénin.

Ainsi, même si les réformes de décentralisation représentent une bonne opportunité pour renforcer la gestion locale, les problèmes institutionnels et le manque de coordination entre les secteurs empêchent le système de répondre efficacement et durablement aux défis posés par la croissance de la population.

2.2.5. Stratégies mises en place

Face à une population en rapide croissance, les acteurs clés au Bénin ont formulé des recommandations importantes pour améliorer les politiques publiques. Ils signalent surtout la nécessité d'accroître les moyens techniques et financiers alloués aux collectivités locales, afin qu'elles puissent mieux répondre aux besoins croissants de la population.

L'augmentation démographique au Bénin représente alors un défi majeur qui nécessite une gouvernance globale, participative et renforcée. Les conseils de ces acteurs offrent des solutions pratiques pour améliorer la gestion démographique et favoriser un développement durable.

2.3. Analyse des données

2.3.1. Examen des politiques publiques actuelles

Les politiques publiques en matière de santé, d'éducation et d'emploi sont mises en place au Bénin, mais elles souffrent souvent d'un manque de ressources et de coordination. Les initiatives visant à améliorer l'éducation et l'accès aux soins de santé sont capitales pour réduire le taux de fécondité.

Depuis plusieurs années, le gouvernement a lancé des programmes pour améliorer la santé maternelle et infantile et faciliter l'accès à la planification familiale. Soutenues par des partenaires internationaux, ces initiatives ont contribué à une baisse progressive de la mortalité infantile et à une légère réduction du taux de fécondité [10]. Cependant, l'accès à ces services demeure limité, surtout en milieu rural, où les traditions peuvent freiner l'adoption des méthodes contraceptives. En conséquence, le taux de natalité reste élevé, alimentant la forte croissance démographique observée (Stratégie Nationale de repositionnement de la Planification Familiale au Bénin 2011-2015).

Le Bénin s'engage également à renforcer l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles. Dans le cadre de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4, on a constaté une belle augmentation des taux de fréquentation scolaire, avec un passage de 65,3 % à 75,3 % au niveau primaire et de 33,6 % à 36,7 % au secondaire entre 2017 et 2021 [11]. De plus, l'égalité entre filles et garçons à l'école primaire s'est améliorée. Cependant, la qualité de l'enseignement et l'adaptation des formations aux besoins du marché restent des défis importants. Le système éducatif peine également à gérer le nombre croissant d'enfants, ce qui entraîne des classes surchargées et un manque de personnel compétent.

Avec l'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail, les politiques économiques du Bénin cherchent à encourager la création d'emplois, en mettant l'accent sur le développement du secteur privé et le soutien à l'entrepreneuriat [12]. L'idée est de diversifier les sources d'emploi pour créer une économie dynamique et inclusive. Malheureusement, le taux de chômage chez les jeunes reste élevé, ce qui augmente les risques d'exclusion sociale et d'instabilité. De plus, l'efficacité des stratégies pour l'emploi est entravée par un manque de coordination entre les différents acteurs, rendant les actions parfois désorganisées et peu efficaces [13]. Ainsi, l'impact global de ces politiques ne suffit pas à résoudre les problèmes liés à la croissance rapide de la population et à l'augmentation du nombre de jeunes actifs. Il est donc essentiel d'adopter une approche globale, en réunissant les ministères de l'Éducation, de l'Emploi, de l'Industrie et du Développement économique pour améliorer l'efficacité des actions et donner aux jeunes de meilleures chances de trouver un emploi.

L'urbanisation rapide, qui découle directement d'une population en croissance, a conduit à l'élaboration de plans d'aménagement urbain pour améliorer l'accès au logement, à l'eau et à l'hygiène [14]. Cependant, cette expansion dépasse souvent les capacités d'action des autorités locales, entraînant la création de zones d'habitation précaires [15].

Bien que la décentralisation soit perçue comme une opportunité d'améliorer la gestion locale, sa mise en œuvre rencontre de nombreux obstacles, rendant difficile une gestion efficace au niveau des communes [16]. L'analyse des politiques publiques actuelles au Bénin montre une réelle volonté politique de s'attaquer aux défis démographiques, avec des progrès significatifs dans certains domaines. Cependant, des faiblesses subsistent, notamment en matière de couverture territoriale, de coordination entre les secteurs et d'adaptation aux changements démographiques rapides, ce qui limite l'efficacité des mesures prises [17].

Ces observations mettent en lumière l'importance d'une gouvernance plus solide, ouverte et coordonnée, capable d'anticiper et de gérer les défis futurs liés à l'expansion démographique.

2.3.2. Examen des données à la lumière du cadre théorique

L'analyse se base sur la théorie de la transition démographique et met en avant l'importance d'une gouvernance intégrée et efficace pour relever les défis démographiques. Il est utile d'intégrer les données démographiques dans la planification stratégique.

Il existe une connexion directe entre le niveau d'éducation et le taux de fécondité au Bénin : une meilleure éducation, surtout pour les femmes, conduit généralement à une baisse du taux de fécondité. Les défis démographiques posent un risque pour le développement durable, nécessitant des politiques adaptées en matière de santé et d'éducation pour réussir cette transition. Les données de l'étude montrent une augmentation stable de la population béninoise entre 2015 et 2025, avec un taux de natalité encore élevé et une diminution progressive de la mortalité, notamment infantile. Cela correspond à une phase intermédiaire de la transition démographique, comme l'a décrit [18]. L'étude des taux de croissance, des indices de fécondité et de l'espérance de vie confirme cette observation et souligne la pression sur les infrastructures et les services publics. Ces tendances s'alignent avec la théorie de la transition démographique, qui prévoit ce type de dynamique avant une stabilisation [19].

En regardant vers 2060, les projections démographiques et les indicateurs socio-économiques montrent que la forte croissance de la population pourrait exacerber les pressions sur nos ressources naturelles et nos infrastructures, mettant en péril le développement du pays [20]. Cette inquiétude s'inscrit dans la perspective du développement durable, qui vise à harmoniser croissance économique, justice sociale et protection de l'environnement [21]. L'étude expose donc l'importance d'adopter des politiques qui préservent nos ressources tout en répondant aux besoins croissants de la population.

L'analyse des discussions avec des acteurs clés révèle que la gouvernance actuelle du Bénin présente des atouts, notamment en matière de décentralisation et de participation citoyenne. La vision du gouvernement est en phase avec les objectifs ambitieux du Programme d'Action d'Istanbul, qui vise à lutter contre la corruption et à améliorer la transparence budgétaire. Grâce à ces réformes, le Bénin progresse vers le respect des normes internationales, créant un climat favorable aux affaires et à l'investissement. Cela se traduit par une croissance notable, avec un taux qui est passé de 2,1 % en 2015 à au moins 6,5 % en 2018 [22].

Conscient de l'impact positif d'institutions solides sur l'efficacité des dépenses publiques, le gouvernement a lancé des initiatives marquantes dans le domaine de la gouvernance économique. Les gains d'efficacité issus de ces réformes, qui touchent l'administration publique et le système judiciaire, contribuent à renforcer l'action publique.

Cependant, les avancées réalisées grâce au Programme d'Action d'Istanbul restent insuffisantes pour améliorer significativement le développement humain au Bénin. Ces constats rejoignent les théories contemporaines de la gouvernance, qui orientent vers la nécessité d'une approche inclusive et collaborative pour relever les défis complexes liés à la gestion démographique [23].

L'analyse met également en lumière les blocages institutionnels qui freinent la capacité du pays à intégrer pleinement les données démographiques dans sa planification stratégique, limitant ainsi la réponse proactive aux évolutions démographiques.

L'étude des documents stratégiques et des pratiques institutionnelles montre qu'en dépit des efforts, l'intégration systématique des données sur la population dans les politiques publiques reste insuffisante au Bénin. Ce manque accentue les difficultés souvent identifiées dans les plans globaux de planification de la population et du développement, qui insistent sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les différents secteurs concernés [24]. Il est urgent de renforcer ces mécanismes pour anticiper et gérer plus efficacement les impacts socio-économiques liés à la croissance rapide de la population.

En combinant les résultats empiriques avec les cadres théoriques, cette étude offre une compréhension approfondie des dynamiques démographiques au Bénin et de leurs conséquences pour la gouvernance. Elle met également en évidence les actions prioritaires à entreprendre pour renforcer les capacités des institutions et promouvoir un développement durable, en accord avec les réalités démographiques actuelles et futures.

3. Discussion et recommandations stratégiques

3.1. Discussion

L'étude des chiffres de la population, soutenue par des modèles théoriques, met en lumière des informations précieuses sur la croissance de la population béninoise, les prévisions pour l'avenir et les défis de gestion qui en résultent.

3.1.1. Étape transitoire de l'évolution de la population

Le Bénin est clairement en train de vivre une phase de transition démographique, avec un taux de natalité encore élevé et une baisse de la mortalité. Cela explique en grande partie la forte augmentation de la population observée entre 2015 et 2025, ce qui est en accord avec les prévisions de la théorie classique de la transition démographique [25].

Cette période ouvre ce que certains experts appellent une « *fenêtre d'opportunité démographique* », qui pourrait permettre un développement renforcé grâce à une population active en pleine croissance. Cependant, cette situation crée aussi des besoins croissants en termes d'infrastructures, d'éducation, de santé et d'emploi. Il est important d'adapter rapidement et de manière appropriée les politiques publiques pour répondre efficacement aux enjeux démographiques spécifiques du Bénin.

Quantification du dividende démographique potentiel : Le dividende démographique désigne les gains économiques résultant d'un ratio de dépendance favorable, lorsque la population active croît plus rapidement que les populations dépendantes (jeunes et personnes âgées). Les travaux de Bloom, Canning et Sevilla (2003) sur l'Asie de l'Est ont montré qu'une transition démographique réussie peut contribuer à 1,4-1,9 point de croissance annuelle du PIB. Pour l'Afrique, l'UNFPA (2014) estime un potentiel de 11-15% de croissance supplémentaire sur 30 ans. Dans le cas spécifique du Bénin, la Banque mondiale (2022) indique que si le ratio de dépendance passe de 85% actuellement à 60% en 2040 (scénario transition accélérée), et sous réserve que : - 65 % des jeunes accèdent à un emploi productif (contre environ 40 %

actuellement) - La productivité du travail augmente de 2% par an (objectif Plan National de Développement) - Les investissements en capital humain sont soutenus (santé, éducation) Le pays pourrait bénéficier d'une croissance économique supplémentaire estimée entre 1,2 et 1,8 point de PIB par an pendant 20-25 ans (INSTaD, 2019). À l'inverse, sans ces conditions, la forte croissance démographique constituerait un frein, avec risque de stagnation ou baisse du PIB par habitant [26].

3.1.2. Comparaison de quelques taux de fécondité de la sous-région

En 2023, le taux de fécondité du Bénin est de 4,9 enfants par femme. Comparé aux autres pays de la région, voici la répartition des taux de fécondité :

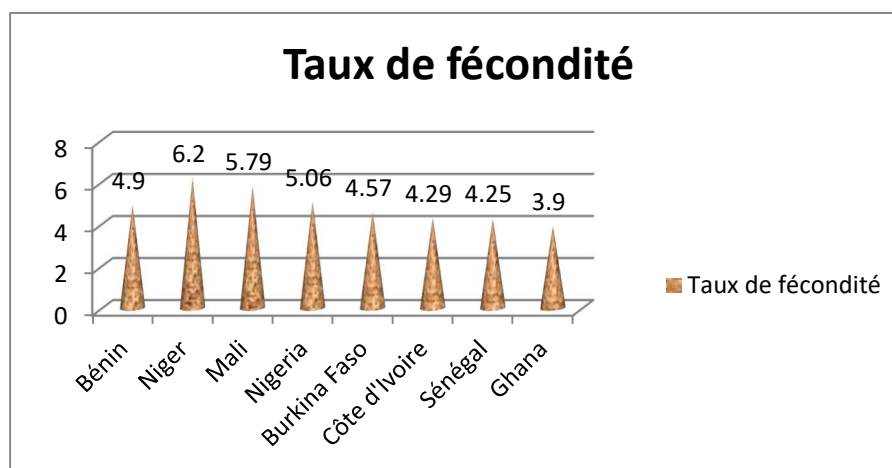


Figure 2 : Taux de fécondité

Source : enquête de terrain, octobre 2025

Le Niger affiche le taux de fécondité le plus élevé au monde, avec 6,2 enfants par femme, suivi du Mali avec 5,79. Le Nigeria arrive ensuite avec un taux de 5,06, tandis que le Bénin se situe légèrement en dessous, à 4,9. Les autres pays de la région affichent des taux inférieurs, comme le Burkina Faso à 4,57, la Côte d'Ivoire à 4,29, et le Sénégal à 4,25. Le Ghana présente le taux le plus bas avec 3,9 enfants par femme.

Cela signifie que le Bénin se trouve dans la moyenne supérieure de la région, ayant un taux plus élevé que le Ghana, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, mais toujours inférieur à ceux du Niger, du Mali et du Nigeria. Cette situation met en lumière la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé reproductive pour favoriser une transition démographique positive. L'éducation des femmes est un levier essentiel pour réduire le taux de fécondité, faciliter l'accès à la contraception et promouvoir l'égalité des sexes. Au Bénin, l'augmentation de la scolarisation des filles pourrait avoir des impacts significatifs sur la santé reproductive et le développement socio-économique. Des politiques ciblées pour renforcer l'éducation des filles, en particulier au niveau secondaire, sont cruciales pour une transition démographique réussie et pour réduire les inégalités d'accès à la contraception.

La relation entre le niveau d'éducation et le taux de fécondité au Bénin est donc très claire. Les défis démographiques représentent un risque pour le développement durable, ce qui nécessite des politiques adaptées en matière de migration, d'emploi, de santé, d'éducation, ainsi que des stratégies pour gérer les ressources en eau, la pollution, les changements climatiques et la déforestation.

Migration : Le taux de migration interne de 3,3 % au Bénin, couplé à une urbanisation croissante, a des conséquences importantes sur les dynamiques démographiques, économiques et sociales, surtout entre Cotonou, où vit 40,3 % de la population urbaine, et les zones rurales. Les mouvements de population entre Cotonou et les régions rurales illustrent une dynamique complexe, influencée par des motivations économiques, éducatives et sociales. Bien que cette migration puisse contribuer à la croissance économique de

Cotonou, elle nécessite une planification et une gestion efficaces pour éviter les problèmes d'urbanisation désorganisée et le dépeuplement des zones rurales. Il est déterminant de mettre en place des politiques qui équilibrent le développement urbain et rural, en investissant dans les infrastructures et les services des zones rurales afin de réduire les motivations de migration.

Emplois : Pour intégrer les 300 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année, il est impératif de créer autant d'emplois. L'impact sur le PIB par habitant dépendra de la productivité de ces nouveaux emplois et de la croissance économique. Des politiques favorables à l'emploi, à la productivité et à l'éducation sont importantes pour atteindre ces objectifs.

Ressources en eau : La croissance démographique entraîne une demande accrue en eau pour l'agriculture, l'industrie et la consommation domestique. Cette pression sur les ressources en eau pose des défis majeurs. La surexploitation des aquifères peut réduire le niveau des nappes phréatiques, rendant l'eau moins accessible et de moindre qualité. De plus, l'augmentation de la population peut créer des conflits entre différents utilisateurs de l'eau, comme les agriculteurs, les industries et les ménages, compliquant ainsi la gestion des ressources hydriques.

Pollution : L'augmentation de la population se traduit aussi par une hausse des déchets solides et liquides, ce qui peut saturer les systèmes de gestion des déchets existants. Les eaux usées non traitées et les ruissellements agricoles contaminent les sources d'eau, nuisant à la santé publique et à l'écosystème. Parallèlement, l'urbanisation rapide entraîne davantage de circulation automobile et d'activités industrielles, contribuant à la pollution de l'air.

Changements climatiques : Une population croissante entraîne une consommation d'énergie plus élevée, souvent basée sur des combustibles fossiles, augmentant ainsi les émissions de gaz à effet de serre. De plus, une population plus nombreuse se retrouve souvent plus vulnérable aux effets des changements climatiques, comme les sécheresses et les inondations, en raison d'infrastructures insuffisantes et d'une préparation limitée.

Déforestation : Enfin, la croissance démographique pousse à l'expansion des villes, entraînant la déforestation pour accueillir de nouveaux logements et infrastructures. Cette augmentation de la population nécessite aussi plus de terres agricoles, ce qui peut conduire à un déboisement pour l'agriculture et l'élevage. De plus, la demande croissante en bois pour le combustible et la construction aggrave la déforestation, affectant la biodiversité et les services écosystémiques.

Pour atténuer ces effets, il est primordial de mettre en place des politiques intégrées de gestion des ressources, de promouvoir des pratiques durables et d'éduquer les populations sur l'importance de préserver nos ressources naturelles.

3.1.3. Perspectives à long terme et durabilité

Les projections pour 2060 prévoient que la population du Bénin pourrait doubler, ce qui augmenterait encore la pression sur nos ressources naturelles et sociales [27]. Cette perspective met en lumière les faiblesses de nos politiques actuelles, qui sont souvent trop isolées et manquent de coordination.

Le concept de développement durable, comme l'a défini [28], nous encourage à repenser complètement nos stratégies nationales pour trouver un équilibre entre la croissance démographique, la protection de nos ressources et la justice sociale. La capacité du Bénin à garantir un développement durable dépendra en grande partie de sa capacité à intégrer ces éléments dans une vision globale et tournée vers l'avenir.

3.1.4. Enjeux de la gestion publique

L'analyse des entretiens met en lumière de réelles avancées en matière de décentralisation et d'implication des citoyens au Bénin. Cependant, elle révèle également des faiblesses persistantes, notamment en ce qui concerne la transparence des procédures, la coordination entre les différents secteurs et l'intégration des données démographiques dans la planification stratégique.

Les approches actuelles de la gouvernance voient l'importance de ces éléments pour assurer une gestion efficace des enjeux liés à la population [29]. Si notre gestion n'est pas suffisamment transparente et intégrée, le pays risque de compromettre sa capacité à transformer la croissance démographique en un véritable moteur de développement durable.

3.1.5. Intégration des données démographiques dans les politiques publiques

L'utilisation limitée et sporadique des données démographiques dans l'élaboration des politiques publiques au Bénin montre un écart important par rapport aux recommandations des modèles intégrés de planification démographique et de développement [30]. Ce manque d'utilisation nuit considérablement à la pertinence et à l'efficacité des actions du gouvernement. Il est donc indispensable de renforcer nos capacités d'analyse et de planification en nous basant sur des données fiables, actualisées et pertinentes, afin d'anticiper au mieux les besoins futurs et d'optimiser l'allocation de nos ressources.

L'analyse des documents de planification sectorielle montre que seulement 3 des 12 ministères consultés prennent systématiquement en compte les projections démographiques dans leurs plans stratégiques sur trois ans. De plus, les Plans de Développement Communal (PDC) de 45 des 77 communes n'évoquent pas les évolutions démographiques attendues sur leur territoire. Cette absence de prise en compte a des conséquences néfastes : des écoles sont construites sans tenir compte de l'augmentation des effectifs, les centres de santé sont souvent insuffisants, et les systèmes d'adduction d'eau se retrouvent rapidement saturés.

La croissance démographique au Bénin représente à la fois un défi majeur et une opportunité stratégique. Pour en tirer tous les bénéfices, la gestion nationale doit évoluer vers un modèle plus transparent et intégré, capable d'incorporer pleinement les données démographiques dans la planification stratégique [31]. La mise en œuvre d'une politique cohérente et multidimensionnelle, guidée par les principes du développement durable, est nécessaire pour garantir un avenir équitable et durable [32].

Cela dit, il est important de reconnaître certaines limites à cette étude. Bien que les conclusions donnent une bonne idée de l'évolution démographique au Bénin entre 2015 et 2025, avec des estimations jusqu'en 2060, il serait bénéfique de les relier plus étroitement aux stratégies gouvernementales dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé, l'emploi et l'aménagement urbain. De plus, une analyse économique plus approfondie serait un atout pour mieux comprendre les effets de l'expansion démographique sur le marché du travail, la productivité et les perspectives de développement économique du pays. Les répercussions environnementales de cette croissance, en particulier la pression sur les ressources naturelles et les écosystèmes, mériteraient également d'être prises en compte, étant donné leur rôle crucial dans la durabilité des politiques publiques.

Enfin, cette étude présente plusieurs limites qu'il est important de reconnaître. Tout d'abord, l'absence du RGPH5 nous oblige à nous baser sur des données de 2013, actualisées par projections, ce qui limite la précision de nos analyses territoriales. Les données sur l'urbanisation, en particulier, nécessitent une mise à jour urgente. Les projections démographiques pour 2060 comportent également des marges d'incertitude significatives, pouvant varier de ± 2 à 3 millions d'habitants selon les scénarios. Ces incertitudes sont liées à des hypothèses sur l'évolution de la fécondité, qui dépend de facteurs difficiles à anticiper, comme l'éducation des filles, l'accès à la contraception et les changements culturels.

Deuxièmement, bien que l'échantillon de 61 entretiens soit diversifié, il reste limité pour capter toute la complexité des dynamiques de gouvernance dans les 77 communes. Certains départements, comme Alibori et Atacora, sont sous-représentés dans notre échantillon.

Enfin, les dimensions migratoires (comme l'émigration internationale et les récentes migrations internes) et environnementales (notamment l'impact du changement climatique sur la démographie) mériteraient des analyses approfondies, ce que le cadre de cette étude ne permet pas.

Ces limites ouvrent des pistes pour des recherches futures : (1) une analyse différenciée par département intégrant le RGPH5 à venir, (2) une modélisation économique fine du dividende démographique par secteur, (3) une étude des migrations internes post-COVID, (4) une analyse coût-efficacité des interventions en planification familiale, et (5) une exploration de la gouvernance multi-niveaux des politiques de population.

3.1.6. Politiques intégrées et durables au Bénin

Les politiques intégrées et durables au Bénin visent à relever les défis socio-économiques et environnementaux du pays. Elles s'articulent autour de la planification démographique, du renforcement du capital humain et de la gestion des ressources naturelles, pour promouvoir un développement harmonieux et inclusif.

Politique de planification démographique : Pour améliorer la planification familiale, il est important de mettre en place des programmes de sensibilisation sur ses avantages, notamment à travers l'éducation des filles. Cela pourrait inclure l'intégration de modules spécifiques dans les écoles et les centres communautaires. En parallèle, il est essentiel d'améliorer l'accès à la contraception en offrant des services de santé reproductive, notamment par la distribution gratuite ou subventionnée de contraceptifs, surtout dans les zones rurales.

Renforcement du capital humain : Investir dans une éducation de qualité est primordial, en mettant particulièrement l'accent sur l'éducation des filles. Des bourses et des incitations pourraient être proposées aux familles pour encourager la scolarisation de leurs filles. De plus, développer des programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins du marché du travail, incluant des compétences numériques et techniques, est vital.

Développement économique durable : Pour favoriser l'entrepreneuriat, il est nécessaire de mettre en place des microcrédits et des programmes de formation destinés à encourager les jeunes et les femmes à créer des entreprises. En outre, investir dans l'agriculture durable est important, en promouvant des pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques, tout en fournissant des formations et des ressources aux agriculteurs.

Gestion intégrée des ressources naturelles : La gestion de l'eau doit être optimisée par l'établissement de politiques intégrées pour garantir une distribution équitable et durable. Il est également capital d'investir dans des infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées. Parallèlement, la protection des forêts et de la biodiversité doit être renforcée par des programmes de reforestation et de conservation qui impliquent les communautés locales.

Urbanisation durable : La planification urbaine doit intégrer des infrastructures écologiques, des espaces verts et des systèmes de transport durable. Il est également important de promouvoir des projets de logements abordables et écologiques. De plus, investir dans des infrastructures résilientes face aux catastrophes naturelles est essentiel, en tenant compte des impacts du changement climatique.

Cohésion sociale et inclusion : Pour renforcer la cohésion sociale, créer des forums communautaires favorisant le dialogue intergénérationnel et la collaboration entre groupes sociaux est une bonne idée. La mise en œuvre de politiques pour promouvoir l'égalité des genres est également nécessaire, garantissant l'accès des femmes aux ressources, à l'éducation et à la prise de décision.

Suivi et évaluation : Enfin, il est important d'établir des indicateurs de performance pour évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre, tout en assurant la transparence dans la gestion des ressources et des fonds. Des mécanismes d'adaptabilité doivent également être mis en place pour ajuster les politiques en fonction des évolutions démographiques et environnementales.

L'intégration de ces politiques permettra de répondre aux défis démographiques, économiques, environnementaux et sociaux au Bénin, tout en soutenant un développement durable et inclusif. Une approche collaborative impliquant les gouvernements, la société civile et les communautés locales est fondamentale pour garantir un avenir prospère et résilient face aux défis contemporains.

3.2. Orientations stratégiques

3.2.1. Tendances démographiques et leurs implications pour la gouvernance (2025-2060)

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment la population du Bénin évolue entre 2015 et 2025, et de projeter ces tendances jusqu'en 2060. Nous allons également évaluer les conséquences possibles sur la gouvernance du pays.

Pour suivre efficacement l'application des stratégies liées à la croissance démographique au Bénin, il est nécessaire de définir des repères précis et pertinents. Cela pourrait inclure des indicateurs comme le taux de natalité, le nombre de décès chez les jeunes

enfants, le taux de fécondité des femmes, le niveau d'emploi des jeunes, l'accès aux soins pour les mères et les enfants, ainsi que l'accès à l'éducation et aux services de base.

Il est également important d'inclure des repères concernant la gouvernance, tels que le niveau d'implication des citoyens, la transparence des finances publiques et la coopération entre les différents secteurs. Ces éléments permettront d'évaluer la gestion de la démographie de manière plus complète.

Tableau III : Indicateurs de suivi (2025-2040)

Indicateur	Valeur de base (2025)	Cible 2030	Cible 2040
Taux de fécondité total	4,56 enfants/femme	< 4 enfants/femme	≈ 3,3 enfants/femme
Taux de prévalence contraceptive	30 %	45 %	60 %
Taux de mortalité infantile	54,98 pour 1 000	< 40 pour 1 000	< 25 pour 1 000
Ratio élèves/enseignant (primaire)	52	< 40	< 30
Taux de scolarisation des filles (secondaire)	36,7 %	> 50 %	> 70 %
Taux de chômage des jeunes (15-24 ans)	17 %	< 10 %	< 8 %
Accès à l'eau potable (%)	77 %	> 85 %	> 95 %
Part de la population urbaine (%)	≈ 45 %	≈ 50 %	≈ 60 %

Source : enquête de terrain, août 2025

En s'appuyant sur le tableau de bord des indicateurs de suivi, cette étude met en évidence les grands défis que le Bénin devra relever à l'avenir pour accompagner sa croissance démographique. Le maintien d'un taux de fécondité encore assez élevé constitue un réel obstacle, ce qui nécessite d'intensifier les efforts en matière de santé reproductive et de planification familiale. L'objectif est de réduire progressivement ce taux à environ 3,3 enfants par femme d'ici 2040. Parallèlement, il est crucial d'accroître considérablement l'utilisation des contraceptifs pour soutenir cette dynamique.

Améliorer le capital humain et les perspectives socio-économiques du pays passe aussi par la réduction du taux de mortalité infantile, la diminution du nombre d'élèves par enseignant, et l'augmentation du taux de scolarisation des filles au niveau secondaire. De plus, il est essentiel de faire baisser le taux de chômage des jeunes et d'assurer un meilleur accès à l'eau potable pour garantir un développement harmonieux et inclusif.

L'urbanisation rapide, avec une population urbaine qui devrait atteindre environ 60 % en 2040, pose également des défis importants en matière d'aménagement du territoire et de gestion des infrastructures publiques. Ces données doivent guider les politiques publiques dans une approche globale et durable, en mobilisant toutes les parties prenantes pour transformer ces défis en opportunités de développement durable et équitable pour le Bénin.

Il est important d'établir un calendrier précis avec des étapes à court, moyen et long terme. Par exemple, à court terme (1 à 3 ans), il serait bénéfique de renforcer les compétences en collecte et analyse des données démographiques. À moyen terme (3 à 7 ans), il faudra améliorer la coordination entre les secteurs et lancer des programmes ciblés dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi. À long terme (7 à 15 ans et plus), il sera utile d'adapter les infrastructures et les politiques pour répondre aux besoins croissants liés à la population prévue en 2060.

Le financement de ces actions doit être assuré par une combinaison de ressources nationales, y compris une allocation budgétaire spécifique, et le soutien de partenaires techniques et financiers internationaux. Il est utile d'assurer la transparence et la traçabilité des fonds pour renforcer la confiance de la population et garantir l'efficacité des investissements. De plus, développer des partenariats entre les secteurs public et privé pourrait être pertinent pour mobiliser des ressources supplémentaires et encourager l'innovation dans la gestion des enjeux démographiques.

Cependant, en examinant les documents budgétaires et programmatiques, il devient clair qu'il existe une marge de progression significative dans le financement des politiques démographiques. Les sommes allouées spécifiquement à la santé reproductive, à la planification familiale et à l'intégration de la dimension démographique dans les politiques sectorielles restent insuffisantes par rapport aux besoins identifiés.

Plusieurs personnes que nous avons interrogées ont fait remarquer que les crédits prévus dans le budget ne sont pas toujours utilisés en totalité. Cela est souvent dû à des retards de décaissement et à des procédures administratives lourdes. Un acteur local a même déclaré : « *Les ressources prévues sur le papier n'arrivent pas toujours jusqu'aux communes.* »

Cette insuffisance financière, associée à une exécution budgétaire parfois incomplète, fragilise la mise en œuvre des stratégies destinées à soutenir la transition démographique. Elle limite la capacité de l'État et des collectivités locales à investir dans des services essentiels comme l'éducation, la santé et l'emploi des jeunes, qui sont pourtant cruciaux pour transformer la croissance de la population en opportunités de développement.

3.2.2. Estimation des besoins d'investissement sectoriels (2025-2040)

Pour faire face à l'évolution de la population, estimée entre 13,2 et 18-19 millions d'habitants entre 2025 et 2040, il est essentiel de prévoir des investissements considérables. Au total, le montant estimé est de 10 250 milliards FCFA sur 15 ans, soit environ 680 milliards FCFA par an, ce qui représente environ 8-9 % du PIB actuel.

Dans le **secteur de l'éducation**, il faut investir 2 800 milliards FCFA pour construire et réhabiliter 8 500 salles de classe, conformément aux normes de l'UNESCO, qui recommandent une salle pour 40 élèves. Le coût moyen estimé pour chaque salle est de 18 millions FCFA [33]. De plus, il est crucial de former 35 000 nouveaux enseignants, ce qui nécessitera environ 2,5 millions FCFA par enseignant.

Pour la **santé**, un budget de 1 900 milliards FCFA est nécessaire. Cela inclut la construction et l'équipement de 600 centres de santé, avec un coût de 200 millions FCFA par centre [34], ainsi que la création de 45 hôpitaux de district, qui coûteront chacun 2,5 milliards FCFA.

Concernant **l'eau potable et l'assainissement**, il est prévu de dépenser 1 200 milliards FCFA pour augmenter le taux de couverture de 75 % à 90 % (objectif ODD 6). Cela se traduit par un coût unitaire de 70 000 FCFA par personne [35], avec 5,5 millions de personnes à desservir.

En matière **d'emploi et de formation professionnelle**, il est essentiel d'investir 950 milliards FCFA pour créer des centres de formation destinés à 200 000 jeunes, avec un coût d'environ 1 million FCFA par bénéficiaire [36]. Des programmes d'insertion et d'accompagnement entrepreneurial, ainsi que des infrastructures de soutien, sont également indispensables.

Enfin, pour **l'infrastructure urbaine**, un investissement de 3 400 milliards FCFA est nécessaire pour construire 350 000 logements sociaux, à un coût de 10 millions FCFA par unité [37], et pour développer des voiries, des transports et des équipements collectifs [38].

Ces chiffres représentent des minimums et n'incluent pas les coûts de fonctionnement récurrents, estimés à 40-50 % des coûts d'investissement, selon la Banque Mondiale. Les coûts unitaires varient selon les localités, et ces estimations ne tiennent pas compte des gains d'efficacité possibles ni des effets économiques multiplicateurs, tout en supposant que les normes de qualité de service actuelles soient maintenues.

Enfin, ces perspectives et recommandations visent à soutenir les pouvoirs publics béninois, les partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile, vers une gestion plus performante des questions démographiques. Elles représentent une opportunité précieuse pour transformer l'expansion démographique en une chance de progrès social, économique et environnemental, au bénéfice de tous les citoyens.

Conclusion

Ce travail a permis d'explorer la croissance démographique au Bénin entre 2015 et 2025, de prévoir les tendances jusqu'en 2060 et d'évaluer comment ces changements influencent la gouvernance nationale. En utilisant à la fois des données chiffrées et qualitatives, et en s'appuyant sur des modèles de transition démographique, de développement durable et de gouvernance contemporaine, l'analyse met en lumière les principaux défis que le pays doit relever. Il en ressort que le Bénin est actuellement en pleine transition démographique, caractérisée par un taux de natalité élevé et une baisse de la mortalité, ce qui explique l'augmentation rapide de la population. Les prévisions suggèrent que cette tendance devrait se poursuivre, avec un doublement possible de la population d'ici 2060. Cette évolution exerce une pression croissante sur les infrastructures, les services publics et les ressources naturelles, posant des défis complexes en matière de planification et de gestion.

L'étude met également en avant des progrès significatifs en matière de décentralisation et d'engagement des citoyens, mais souligne des faiblesses dans la coordination entre les secteurs, le manque de transparence et l'insuffisante prise en compte des données démographiques dans les processus de planification. Ces lacunes limitent la capacité du pays à transformer la croissance démographique en une véritable opportunité de développement durable. Il est donc vital de renforcer la gouvernance en adoptant une approche inclusive, transparente et intégrée, soutenue par des outils de prévision rigoureux qui tiennent compte de toutes les dimensions démographiques. Les politiques publiques doivent se concentrer sur la maîtrise de la fécondité, l'amélioration de la qualité des services sociaux, la création d'emplois et la gestion durable des ressources. Ces actions, conformes aux principes du développement durable, permettront d'assurer un avenir viable et équitable pour le Bénin.

En résumé, cette étude offre une compréhension approfondie des dynamiques démographiques au Bénin et propose des orientations stratégiques pour une gouvernance efficace. Bien que nous soyons confrontés à des limites, comme l'absence du RGPH5 et les incertitudes liées aux projections à long terme, les tendances identifiées et les défis de gouvernance demeurent pertinents.

Cette recherche constitue une base solide pour développer des politiques démographiques intégrées et ouvre la voie à des études complémentaires, notamment sur l'impact économique du dividende démographique, l'analyse des migrations internes, et les mécanismes de coordination multilatéraux de la gouvernance démographique.

Lorsque le RGPH5 sera disponible, il permettra d'affiner ces analyses et d'ajuster les recommandations pour qu'elles correspondent aux réalités territoriales les plus récentes.

Remerciements

L'auteur tient à remercier les responsables des ministères de la santé, de l'éducation, de la planification, les spécialistes de la population et de l'urbanisme, les maires, les chefs d'arrondissement, les chefs de quartier et les représentants de la société civile.

Références

¹ INSTaD, 2022

² B. Danvidé, 2015

³ D. Houssou, 2016

⁴ A. Gbetoenonmon, 2013

⁵ RGPH4, 2013

⁶ l'INSTaD, 2022 et les enquêtes EDS

⁷ J. Chenal, 2009, p.117

⁸ N. Agossou, 2010, p.169-177

⁹ D. Biau, 2010, p. 17

- ¹⁰ PNS 2018-2030
- ¹¹ UNICEF, 2023
- ¹² Politique Nationale de l'Emploi 2019-2025
- ¹³ PO-RMMN 2018-2022, p.109
- ¹⁴ Banque mondiale, 2021, p. 50 ; Ministère de l'Urbanisme, 2022, p. 33 ; M. Chabi, 2013, p. 210
- ¹⁵ C. Lacour, 2003, p. 324
- ¹⁶ T. A. Moreira, 2006, p. 211
- ¹⁷ Y. G. Ogalama, 2013, p. 82
- ¹⁸ W. Notestein, 1945, p. 12
- ¹⁹ W. Notestein, 1945, p. 15
- ²⁰ J. Chenal, 2009, p. 180 ; Banque mondiale, 2021, p. 55
- ²¹ H. Brundtland, 1987, p. 43
- ²² Banque mondiale, 2022
- ²³ J. Kooiman, 2003, p. 45 ; W. Brinkerhoff et L. Crosby, 2002, p. 52
- ²⁴ P. Todaro et C. Smith, 2015, p. 210
- ²⁵ W. Notestein, 1945, p. 13
- ²⁶ African Development Bank, 2017
- ²⁷ Banque mondiale, 2021, p. 52
- ²⁸ H. Brundtland, 1987, p. 43
- ²⁹ J. Kooiman, 2003, p. 48 ; W. Brinkerhoff et L. Crosby, 2002, p. 53
- ³⁰ P. Todaro et C. Smith, 2015, p. 212
- ³¹ J. Kooiman, 2003, p. 49
- ³² H. Brundtland, 1987, p. 44
- ³³ UNESCO, 2016
- ³⁴ Banque Mondiale, 2021
- ³⁵ Ministère de l'Eau, 2020 ; WHO/UNICEF, 2017
- ³⁶ OIT, 2020
- ³⁷ ONU-Habitat, 2016
- ³⁸ BAD, 2019

Références bibliographiques

- [1]. African Development Bank, (2017), Africa's Demographic Transition: Dividend or Disaster? Abidjan: AfDB, 124 p.

- [2]. Agossou, N. (2010). La problématique du développement équilibré entre villes et campagnes en Afrique : Le cas du Bénin. in Villes et organisation de l'espace en Afrique "Maîtrise de l'espace et développement en Afrique". Paris, Kartala, p.169-177, p.117.
- [3]. Banque Africaine de Développement. (2019). Infrastructures urbaines en Afrique de l'Ouest : défis et opportunités. Abidjan: BAD, 156 p.
- [4]. Banque Mondiale. (2021). "Benin Gender Assessment."WorldBank,Washington,D.C.
- [5]. Banque Mondiale. (2022). Comment la transition démographique peut-elle soutenir la croissance économique au Bénin? WorldBank,Washington,D.C.
- [6]. Biau, D. (2010). Les enjeux de l'urbanisation en Afrique : remarques introductives. Troisième conférence ministérielle africaine sur le logement et le développement durable, ONU-Habitat, 22-22 novembre 2010, Bamako, Mali.
- [7]. Brinkerhoff, D.W. & Crosby, B.L. (2002). Managing Policy Reform: Concepts and Tools for Decision-Makers in Developing and Transition Countries. Bloomfield: Kumarian Press. (pp. 50-55).
- [8]. Brundtland, G.H. (1987). Our Common Future: Report of the World Commission on Environment and Development. Oxford : Oxford University Press. (pp. 40-45).
- [9]. Chabi, M. (2013). Métropolisation et dynamiques périurbaines : cas de l'espace urbain de Cotonou. Thèse de doctorat en géographie humaine, économie et régionale. Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 378 pages.
- [10]. Chenal, J. (2009). Urbanisation, planification urbaine et modèles de ville en Afrique de l'Ouest : jeux et enjeux de l'espace public. Thèse de doctorat en Sciences. –EPFL, Lausanne, 218 pages.
- [11]. Danvidé, B. (2015). Urbanisme et gestion de l'environnement, Université d'Abomey-Calavi, Géographie humaine et régionale, Université Paris 8, p.262.
- [12]. Enquête Démographique et de Santé au Bénin (EDSB-V), (2018), 2017-2018, Ministère du Plan et du Développement ; Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE) Cotonou,
- [13]. Gbetoenonmon, A. (2013). Le Bénin en Afrique de l'Ouest: Visions, défis et contraintes économiques, Friedrich Erbert Stiftung, p.37.
- [14]. Houssou, D. (2016). Préparation de la conférence habitat III : rapport national, Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable, p.53.
- [15]. INSTaD. (2022). Rapport démographique annuel et projections 2015-2025, Bénin.
- [16]. Kooiman, J. (2003). Modern Governance: New Government-Society Interactions. London: Sage Publications. (pp. 45-50).
- [17]. Lacour, C. (2003). "Gouvernance urbaine et cohésion sociale : l'université". Cahiers de géographie du Québec, 47, 131, pp 321-327.
- [18]. Ministère de l'Eau et des Mines, Bénin. (2020). Plan National d'Approvisionnement en Eau Potable en milieu rural et semi-urbain 2020-2030. Cotonou, 89 p.
- [19]. Moreira, T.A. (2006). Gouvernance urbaine de l'habitat : réalité ou rhétorique ? Le conseil du fonds municipal du logement à São Paulo. Thèse de Doctorat en Etudes Urbaines, INRS-UQAM, Montréal, p.262.
- [20]. Notestein, F.W. (1945). Population—the long view. In T. W. Schultz (Ed.), Food for the World (pp. 36-57). Chicago: University of Chicago Press. (pp. 12-15).
- [21]. Ogalama, Y. G. (2013). La pratique de l'urbanisme en Afrique subsaharienne : bilan et perspective stratégique. L'exemple de la ville de Bangui (Centrafrique). Thèse de Doctorat en Aménagement de l'espace et urbanisme. Université François Rabelais de Tours (France). 262 pages + Annexes.

- [22]. ONU-Habitat, (2016), Urbanization and Development: Emerging Futures - World Cities Report 2016. Nairobi: UN-Habitat, 262 p.
- [23]. Organisation Internationale du Travail, (2020), Le coût de la création d'emplois décents en Afrique de l'Ouest. Genève: Bureau International du Travail, 78 p.
- [24]. Plan Opérationnel de Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale au Bénin (PO-RMMN 2018 - 2022), (2018), p.109.
- [25]. Politique Nationale de Santé (PNS 2018-2030), (2018), p.38.
- [26]. Todaro, M.P. & Smith, S.C. (2015). Economic Development (12th ed.). Boston: Pearson. (pp. 210-215).
- [27]. UNESCO, (2016), Incheon Declaration and Framework for Action for the implementation of SDG 4. Paris: UNESCO, 83 p.
- [28]. UNICEF, (2023), Country Office Annual Report, Bénin.
- [29]. WHO/UNICEF, (2017), Global Costs and Benefits of Drinking-Water Supply and Sanitation Interventions to Reach the SDG Targets and Universal Coverage. Geneva: WHO, 48 p.